



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31/12/2024

ALSACEP

Siège social : 39 avenue de la Liberté
68000 COLMAR

BOOS AUDIT

39 Sentier de l'Aubépine
67000 Strasbourg

Tél : +33 (0)3 88 45 80 00
Fax : +33 (0)3 88 45 80 09
Mail : cabinet.boos@cabinet-boos.fr

www.cabinet-boos.fr

Société d'expertise comptable,
inscrite au tableau de l'Ordre de Strasbourg
et de la Cour d'appel de Colmar
Siret : 668 501 372 00043
SAS au capital de 80 000 €
N° d'intracomm. FR 28 668 501 372

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Aux membres de l'association ALSACEP

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ALSACEP relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Informations complémentaires pour donner une image fidèle » de l'annexe des comptes annuels concernant l'absence de convention de partenariat et par conséquent la non-comptabilisation des produits afférents au titre de l'exercice 2024.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à STRASBOURG, le 17 novembre 2025

Le Commissaire aux comptes

BOOS AUDIT, représenté par

Sophie MONTOULIOU



- BILAN ACTIF -

ALSACEP

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N			N-1
	Brut	Amort. et Prov.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	34 139,65	27 222,78	6 916,87	341,59
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	19 718,36	18 095,74	1 622,62	2 964,54
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	753,86		753,86	742,69
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	54 611,87	45 318,52	9 293,35	4 048,82
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	5 943,00		5 943,00	
Créances				
Clients et comptes rattachés	13 316,00		13 316,00	5 500,00
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	18 953,65		18 953,65	19 087,00
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	326 572,06		326 572,06	391 394,35
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	3 624,00		3 624,00	7 577,00
Frais d'émissions d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	368 408,71		368 408,71	423 558,35
TOTAL ACTIF	423 020,58	45 318,52	377 702,06	427 607,17



- BILAN PASSIF -

ALSACEP

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Total Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Total Fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	61 364,87	61 364,87
Report à nouveau	-95 700,84	-106 363,26
Résultat de l'exercice (Excédent ou Déficits)	-39 922,69	10 662,42
Situation Nette (sous-total)	-74 258,66	-34 335,97
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		1 212,04
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES	-74 258,66	-33 123,93
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTEES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	206 900,00	159 900,00
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS	206 900,00	159 900,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	115 858,62	216 101,43
Dettes fiscales et sociales	79 569,10	59 729,67
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	49 633,00	25 000,00
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	245 060,72	300 831,10
Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF GENERAL	377 702,06	427 607,17



- COMPTE DE RESULTAT -

ALSACEP

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
Produits d'exploitation		
Cotisations	150,00	190,00
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	21 022,00	50 683,00
Dont parrainages		
Subventions d'exploitation	706 736,00	659 690,00
Vts des fondateurs ou conso. de la dot, consommable		
Ressources liées à la générosité du public	34 049,95	41 898,73
Dont les dons manuels	11 475,84	21 078,73
Dont Mécénats		
Dont Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	30 752,68	2 158,00
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	0,64	0,12
Total des produits d'exploitation (I)	792 711,27	754 619,85
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)		
Autres achats et charges externes (3)	393 894,28	404 666,79
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	8 431,36	1 756,49
Salaires et traitements	282 565,16	237 408,29
Charges sociales	102 606,25	88 772,16
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 031,04	4 043,22
Dotations aux provisions	47 000,00	15 400,00
Reports des fonds dédiés		
Autres charges	84,05	5,03
Total des charges d'exploitations (II)	840 612,14	752 051,98
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-47 900,87	2 567,87
Produits Financiers		
Produits financiers de participations (5)		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)		
Autres intérêts et produits assimilés (5)	6 301,20	6 431,22
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	955,94	
Total des produits financiers (III)	7 257,14	6 431,22



- COMPTE DE RESULTAT -

ALSACEP

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
Charges Financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (6)		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (IV)		
RESULTAT FINANCIER (IV - III)	7 257,14	6 431,22
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-40 643,73	8 999,09
Produits Exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 212,04	2 333,33
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits Exceptionnels (V)	1 212,04	2 333,33
Charges Exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles (VI)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	1 212,04	2 333,33
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	491,00	670,00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	801 180,45	763 384,40
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	841 103,14	752 721,98
EXCEDENT OU DEFICIT	-39 922,69	10 662,42
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		



Annexes

PREAMBULE

L'association ALSACEP est régie par les articles 21 à 79 du code civil local et a pour but :

- d'améliorer la prise en charge de la sclérose en plaques en Alsace par une meilleure accessibilité aux soins.
- d'améliorer la prise en charge des patients et leur maintien à domicile
- de coordonner plus efficacement des moyens existants.
- de mettre en place une formation continue plus adaptée pour les professionnels de santé.
- de permettre la prise en charge des patients présentant des troubles de la cognition dans le domaine des pathologies neurologiques, en effectuant notamment des bilans neuropsychologiques.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 377 702,06 euros.

Le résultat net comptable est un déficit de 39 922,69 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE

Au cours de l'exercice, l'association ALSACEP a entamé une collaboration avec le Centre Mémoire Territorial (CMT) de Colmar afin de coordonner la prise en charge des troubles cognitifs sur son territoire. Le CMT s'appuie sur des « Consultation Mémoire de Proximité » (CMP) qui participent au dépistage et à la prise en charge des troubles cognitifs.

Les termes et les conditions de cette collaboration, dans le cadre de la mise à disposition des neuropsychologues salariés de l'association ALSACEP auprès des CMP, restent à déterminer.

Il est prévu que les bilans neuropsychologiques réalisés par les neuropsychologues salariés de l'association ALSACEP auprès des CMP rattachés au CMT de Colmar soient financés par l'Agence Régionale de Santé du Grand-Est (ARS) directement auprès du CMT de Colmar sur la base d'un coût par bilan. Le CMT de Colmar s'engageant par la suite à reverser tout ou partie de ce financement à l'association ALSACEP au titre de la réalisation de ces bilans.

Pour l'exercice clos le 31/12/2024, les neuropsychologues salariés de l'association ALSACEP ont réalisé 1 340 bilans neuropsychologiques auprès des CMP rattachés au CMT de Colmar. Ces actes sont financés par l'ARS sur la base de la cotation ALQP006 - Test d'évaluation d'un déficit cognitif pour un tarif unitaire de 69,12 euros.

En l'absence de convention de partenariat dans le cadre de l'organisation du dépistage et de la prise en charge des troubles cognitifs, les produits correspondants ne figurent pas dans les comptes de l'exercice clos le 31/12/2024.



Annexes (suite)

INFORMATIONS AU TITRE D'EVENEMENTS POSTERIEURES A LA CLOTURE

Depuis le 1^{er} janvier 2025, les conventions de financement sont conclues entre l'ARS et la Fédération Neurologique du Grand-Est (FNGE), dont l'association ALSACEP est membre.

Ces conventions (*Article 4.3 - Modalités de reversement à un bénéficiaire ultime : Le bénéficiaire de la subvention n'est pas autorisé à reverser la subvention versée pour l'objet financé*) ne permettent pas à la FNGE d'organiser le reversement des subventions perçues aux associations membres, dont l'association ALSACEP, pour la réalisation des projets financés ; privant ainsi l'association ALSACEP de ces subventions.

Pour pallier cette difficulté, une convention de mandat a été conclue entre l'ARS et la FNGE en novembre 2025. Cette convention a pour objet de confier à la FNGE la gestion et la redistribution des subventions qui lui sont accordées pour ce qui concerne la mise en œuvre des actions décrites dans les conventions de financement.

La FNGE est ainsi habilitée à reverser à l'association ALSACEP une partie des subventions versées par l'ARS, selon les modalités suivantes :

- versement au titre de la subvention FIR 202500709 – Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) 2025-2026 – Dispositif Expert Régional Neurologie :
 - o 500 000 € en 2025
 - o 500 000 € en 2026
- versement au titre de la subvention FIR 202512820 – Innovation – équipes mobiles de ressources et d'appui aux patients atteints de SEP :
 - o 116 667 € en 2025
 - o 200 000 € en 2026

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont donc été établis selon le principe de continuité d'exploitation.

PRINCIPE DE CONTINUITE D'EXPLOITATION

Le principe de continuité d'exploitation a été maintenu dans le cadre de l'établissement des comptes de l'exercice clos le 31/12/2024, quand bien même les fonds propres sont négatifs.

La situation des fonds propres de l'association s'explique, notamment, par la comptabilisation depuis l'exercice clos le 31/12/2008 d'une provision pour risques dont le montant s'élève à 181 700 € au 31/12/2024.

Par cette provision, l'association ALSACEP entend faire face à d'éventuels risques de baisse de financements par l'Agence Régionale de Santé (ARS) qui engendreront des risques d'emplois.

Néanmoins, au vu des perspectives d'activité de l'association au titre des prochaines années, un rétablissement des fonds propres est possible.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Annexes (suite)

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en euros.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels	de 1 à 3 ans
Matériel de transport	3 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Annexes (suite)

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite; le montant des engagements est évalué et indiqué dans l'annexe.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



Annexes (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	24 000	10 140		34 140
Immobilisations corporelles	18 594	1 124		19 718
Immobilisations financières	743	11		754
TOTAL	43 337	11 275		54 612

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	23 658	3 565		27 223
TOTAL I	23 658	3 565		27 223
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	5 788	1 212		7 000
Matériel de bureau et informatique	4 343	1 254		5 597
Mobilier	5 499			5 499
TOTAL II	15 630	2 466		18 096
TOTAL GENERAL (I+II)	39 288	6 031		45 319

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	754		754
Créances de l'actif circulant:			
Avances et acomptes versés	5 943	5 943	
Créances usagers	13 316	13 316	
Autres créances	18 954	18 954	
Charges constatées d'avance	3 624	3 624	
TOTAL	42 591	41 837	754

Annexes (suite)**Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	154
Clients et comptes rattachés	12 816
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	15 197
Autres produits à recevoir	
TOTAL	28 167

Annexes (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	61 365				61 365
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-106 363	10 662			-95 701
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	10 662	-10 662		39 923	-39 923
Dont générosité du public					
Situation nette	-34 336			39 923	-74 259
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	1 212			1 212	
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	-33 124			41 135	-74 259
TOTAL dont générosité du public					

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débit	Crédit
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association	95 701	
SOLDE	95 701	

Annexes (suite)

Subventions d'investissement

Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
Fondation d'Entreprise Grand Est Automobiles	Financement d'un véhicule	7 000			7 000
TOTAL		7 000			7 000

Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
Fondation d'Entreprise Grand Est Automobiles	Financement d'un véhicule	5 788	1 212		7 000
TOTAL		5 788	1 212		7 000



Annexes (suite)

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	159 900	47 000		206 900
TOTAL (II)	159 900	47 000		206 900
TOTAL GENERAL (I+II)	159 900	47 000		206 900
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		47 000		
- financières				
- exceptionnelles				

Une provision pour risques d'emploi a été constatée au 31 décembre 2024 pour un montant de 181 700 euros, afin de faire face à d'éventuels risques de baisse de financement par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

L'association suppose néanmoins être informée dans des délais raisonnables des décisions prises par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	115 859	115 859		
Dettes fiscales et sociales	79 569	79 569		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	49 633	49 633		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	245 061	245 061		

Annexes (suite)**Charges à payer par poste de bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	45 362
Dettes fiscales et sociales	41 282
Autres dettes	15 500
TOTAL	102 144

Annexes (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
Agence régionale de Santé	Subvention de fonctionnement	486 356	486 356			
Fédération Neurologique du Grand Est	Subvention de fonctionnement	200 000	200 000			
Divers	Subvention de fonctionnement	20 380	20 380			
TOTAL		706 736	706 736			

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	
Sur opérations de gestion	
Produits de cession des éléments d'actif	
Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat	1 212
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Charges exceptionnelles	
Sur opérations de gestion	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	1 212

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.



Annexes (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Indemnités de fin de carrière

La convention collective applicable prévoit des indemnités de fin de carrière.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière non provisionné dans les comptes est évalué au 31 décembre 2024 à 44 277 €, charges sociales comprises.

Les caractéristiques retenues pour le calcul des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 65 ans à l'initiative du salarié
- Taux moyen d'augmentation des salaires : 1%
- Taux d'actualisation financière : 3,38%
- Rotation du personnel : lente
- Table de mortalité établie par l'INED (Institut National des Etudes Démographiques).

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	4	4
Non cadres	3	
TOTAL	7	4

Nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice et liés à l'association par un contrat de travail : 7.

